

Vie Economique

QUI VA PAYER LA GUERRE? ⁽¹⁾

III

L'Etat capitaliste à la veille de la faillite

par Lucien PAUL

LA GUERRE, LES ECHANGES ET LE CHANGE

La guerre établit une zone de feu entre les pays belligérants. Le commerce s'arrête où commence la mort.

Il n'y a plus de zone de feu. Une barrière peut-être infranchissable paralyse aujourd'hui les échanges internationaux. C'est la situation des changes.

Le taux de change s'établit d'après le jeu de l'offre et de la demande ; il exprime le rapport qui existe entre les paiements que chaque pays doit effectuer à l'étranger et les sommes qu'il doit en recevoir.

« Le change est haut ou bas suivant que l'endettement d'un pays sur l'autre est plus ou moins important à l'instant considéré. »

Dès la déclaration de guerre, les gouvernements retiennent l'or dans la caisse publique, émettent du papier-monnaie, qui a cours forcé.

Pour nourrir, équiper, armer les troupes, ravitailler les populations civiles, la production nationale tout entière est destinée à la guerre.

C'est insuffisant. Toute la production mondiale est appelée à nourrir la guerre. La France n'exporte plus ; elle importe par quantités énormes. L'Etat, lui-même, passe commandes sur commandes à l'étranger. En même temps d'énormes emprunts sont contractés à l'extérieur. Les créances de l'étranger sur la France l'emportent considérablement.

Pendant la guerre, la solidarité des armes entraîne la solidarité financière. Les alliés camouflent la réalité afin de « maintenir les changes respectifs à un niveau voisin du pair intrinsèque ».

Mais quand la guerre est terminée, quand en 1919 les accords financiers sont dénoncés, quand chaque capitalisme national, chaque gouvernement, reprend sa liberté d'action, la vérité toute nue apparaît. C'est la chute rapide du franc.

Le franc-dollar vaut aujourd'hui autour de 15 francs. La livre sterling oscille entre 60 et 70.

Cette crise des changes signifie surtout ceci :

Pendant la guerre, les Etats-Unis et l'Angleterre, en particulier, fournirent à la France des marchandises qui étaient le fruit d'un travail social. « On nous a envoyé des barres d'acier, des explosifs » (2). « Nous avons acheté aux Etats-Unis du coton pour les poudres et les vête-

(1) Voir *Carté* N°s 29 et 31.

(2) Discours de Loucheur à la Chambre. (*J. O.* du 8 novembre 1922).



ments. Nous leur avons également acheté des céréales. L'Angleterre nous a fourni du charbon et du fret (3).

Si les Etats-Unis et l'Angleterre n'annulent pas leurs dettes, il faudra que la France crée, selon les méthodes de production capitaliste, une quantité de richesse égale à celle qu'elle emprunta pendant la guerre, et qui sous forme de monnaie réelle ou d'objets utiles retournera en ces pays. Une certaine quantité du travail social de la France doit retourner en Angleterre et aux Etats-Unis, sans que nous en touchions le prix. Il s'agit de 87 milliards de francs-papier.

Pour l'instant, la crise des changes paralyse le commerce international. Ce qui s'est passé pour la France s'est passé pour tous les pays belligérants. Les changes de tous les pays sont bouleversés. Nous ne ferons pas une étude sur les problèmes que pose pour le commerce international le problème des changes. Nous retiendrons une phrase de M. Weitz, à la Semaine de la Monnaie.

« L'instabilité monétaire a introduit dans toutes les opérations de commerce extérieur un élément de risque susceptible de donner aux affaires les plus saines le caractère de folles spéculations. »

Les commerçants, les fabricants, qui traitent avec l'étranger, ne savent plus quelle somme réelle ils auront à déboursier ou à recevoir au moment du règlement de leurs comptes. Toutes affaires sont cessantes dans le monde. L'Angleterre, qui est le roulier des mers, l'exportatrice et l'importatrice par excellence, voit sa pros-

(3) Discours de Henri Le Mire à la Chambre. (*J. O.* du 10 novembre 1922.)